

“Il n’y a que 5% de sép aratistes”

■ Comparés au nationalisme des Écossais ou des Catalans, les Flamands semblent très modérés, estime le politologue Dave Sinardet.

Entretien **Frédéric Chardon**

Samedi, seules quelques dizaines de personnes avaient pris la peine de se déplacer à Dixmude. Même les discours qui ont résonné au pied de la Tour de l’Yser, mémorial de l’émancipation flamande, étaient tristounets. Le lion du flamingantisme aurait-il les griffes émoussées alors que l’idée d’une refédéralisation de compétences fait son chemin? Dave Sinardet, professeur de Science politique à la VUB et l’Université Saint-Louis, pense que c’est bien le cas.

Vu le désintérêt pour le pèlerinage à la Tour de l’Yser, peut-on conclure que le nationalisme flamand est en train de mourir? Le pèlerinage est l’un des symboles de la diminution de l’attractivité du nationalisme flamand. Mais ce n’est pas nouveau. Quand on compare la Flandre avec la Catalogne de ces cinq ou dix dernières années ou avec l’Écosse, il y a une différence importante: les gens se sentent beaucoup plus catalans ou écossais. Quand on demande aux Flamands de choisir entre les identités belge et flamande, la majorité dit se sentir d’abord belge. En Écosse, un tiers de la population se dit séparatiste de manière structurelle. En Catalogne, c’est 40 à 50%. En Flandre, les dernières études situent les séparatistes autour des 5%. Il n’y a pas de soutien populaire pour un tel projet. C’est d’ailleurs pour cela que les nationalistes flamands sont les seuls à ne pas réclamer de référendum sur l’indépendance... Chez nous, ce sont plutôt ceux qui défendent la Belgique qui réclament un référendum. Le nationalisme flamand en tant que tel n’est pas très puissant.

Mais il y a ici un paradoxe puisque le premier parti de Flandre est la N-VA.

C’est en raison de la mutation du discours de ce parti vers les questions socio-économiques et la migration. C’est le coup de génie de Bart De Wever. Il a compris qu’en Flandre il y a peu d’enthousiasme pour un discours nationaliste classique, revendiquant l’autonomie au nom d’une identité ou d’une nation flamande. Il a donc fait évoluer le discours en le faisant coïncider avec le clivage gauche-droite. L’autonomie ne doit pas être un but en soi mais reste nécessaire car la Flandre vote à droite, veut moins de taxe, moins d’État, une immigration plus contrôlée. Or, du côté francophone, dit-il, c’est exactement l’inverse: le PS est tout le temps au pouvoir et empêche les Flamands d’avoir la politique qu’ils réclament. Ce discours permet d’attirer des électeurs non nationalistes mais frustrés de l’Open VLD, du CD&V et du Vlaams Belang. En 2014, la N-VA est allée plus loin en acceptant de monter dans un gouvernement fédéral pour mettre en œuvre cette politique, sans référence à de nouvelles réformes institutionnelles, parce qu’elle voyait bien que c’était ce qu’on attendait d’elle. Avant, il aurait été inconcevable pour un parti nationaliste flamand de participer au gouvernement fédéral sans une très grande réforme de l’État à la clef.

Au-delà de la N-VA, le nationalisme flamand, qui transcenderait tous les partis a déjà disparu, si on vous suit.

C’est correct. Les dernières grandes manifestations populaires liées à des revendications flamandes remontent aux années 60, à l’époque de la marche sur Bruxelles. Il y a eu quelques manifestations aussi au moment du pacte d’Egmont. Mais ensuite, alors que BHV a paralysé le pays pendant dix ans, il n’y a eu aucune manifestation importante sur

cette question... Lors la crise gouvernementale de 541 jours, il n’y a pas eu non plus de mouvement populaire. Le seul que l’on a constaté, c’est “Shame”, une manifestation qui appelait les politiques à laisser tomber le radicalisme et à former un gouvernement.

Il y a peu, on ne donnait pas cher de l’avenir de la Belgique. Et là, on a l’impression qu’il y a peut-être un avenir pour ce pays.

Pendant longtemps, il y a eu dans les médias francophones une image caricaturale de la Flandre. Elle était bien résumée en 2006, dans ce faux JT de la RTBF, “Bye Bye Belgium”, qui montrait un parlement flamand votant massivement l’indépendance suivi de fêtes populaires spontanées à Anvers. La réalité est beaucoup plus nuancée.

Aujourd’hui, il y a même un soutien grandissant en Flandre pour la refédéralisation de compétences. Depuis plusieurs années, des responsables dans plusieurs partis flamands confiaient discrètement que certains domaines n’auraient jamais dû être régionalisés, comme le commerce extérieur, l’énergie ou le climat. C’est en train de changer: on ose désormais parler publiquement d’une refédéralisation sans passer pour un belge ou un anti-flamand. Attention: du côté francophone, tout le monde n’est pas d’accord avec la refédéralisation de compétences. Si la Flandre séparatiste est un mythe, dire que tous les francophones sont pour une Belgique unie et multilingue n’est pas correct non plus. La régionalisation des exportations d’armes, c’est une demande qui est venue du PS... En Belgique francophone, il y a une certaine hypocrisie: on dit être en faveur de l’unité fédérale mais on laisse les élèves choisir entre le néerlandais et l’anglais comme première langue.

Épinglé

Geert Bourgeois et les Flamands qui crachent

Grèves. Si le discours nationaliste de Geert Bourgeois (N-VA) au pèlerinage de l’Yser était un peu mou, le ministre-Président flamand s’est tout de même rattrapé dimanche, sur VT.M. La figure historique de la N-VA a, sans surprise, réclaté une nouvelle réforme de l’État en 2019. Pour lui, malgré le stop institutionnel décidé au gouvernement fédéral, “les oppositions communautaires n’ont pas disparu, au contraire elles sont plus fortes que jamais”, a-t-il affirmé, évoquant les grèves récentes (prisons, SNCB...) où les syndicats wallons se sont montrés plus intransigeants que les flamands. “Cela a mené à ce que la frontière linguistique devienne aussi une frontière de la grève, et les Flamands crachent sur cela. Ils n’acceptent pas de ne pas pouvoir aller travailler et de ne pas avoir de liberté de circuler.”

Réactions

► **Björn Rzaska, chef de groupe Groen au parlement flamand,** a jugé sur Twitter que M. Bourgeois tombait dans le “nationalisme de l’injure”. “Le ‘nous-eux’ est de retour.”

► **Meyrem Almaci, la présidente des Verts flamands,** a quant à elle jugé ces propos “simplement grossiers, polarisants” et relevant d’un ministre-président “indigne”, qui ne cherche qu’à “détourner l’attention de sa propre politique catastrophique”.

► **Hilde Crevits, vice-présidente du gouvernement flamand:** “Au CD&V, nous ne crachons pas sur les gens, même si nous ne sommes pas d’accord avec certains choix qui ont été faits de l’autre côté de la frontière linguistique.”

► **John Crombez, président du SP.A:** “[Geert Bourgeois] devient un ministre-président de plus en plus triste.”

Épinglé

Pas de néerlandais? Pas de logement social

Timing politique. La N-VA devait absolument faire un petit geste alors que la Flandre fête

ce lundi l’anniversaire de la bataille des Eperons d’or (11 juillet 1302). Le voici: Liesbeth Homans, la ministre flamande en charge du Logement, a décidé que les locataires d’un logement social devront à l’avenir prouver une connaissance de base du néerlandais. Actuellement, le candidat locataire social doit simplement se montrer disposé à apprendre le néerlandais.

Selon le projet Homans, les négligents et les récalcitrants à l’apprentissage du néerlandais pourront être mis à l’amende (jusqu’à 5000 euros), après rappel et avis de l’administration. Ce projet figurait dans l’accord de majorité régionale, mais le fait que la N-VA l’ait rendu public en ce week-end très “noir et jaune” n’est sans doute pas un hasard...